

**Urgence au musée Guimet :
le ministère doit prendre ses responsabilités**

EPA, LOLF, RGPP, autant de sigles barbares qui évoquent tout ce que subit la Culture depuis quelques années.

On voit à nouveau les dysfonctionnements engendrés par ces soi-disantes réformes dénoncées dès le départ par les organisations syndicales dont SUD Culture Solidaires. Pire, elles créent de la souffrance au travail !

Ainsi, au musée Guimet, le président, profitant de la situation dégradée de l'établissement, a donné libre court à un comportement abusif : brimades en public, réflexions sexistes et sur le physique des personnels, colères, cris, etc. nous ont été rapportés.

Petit musée d'environ 160 personnes, l'établissement est devenu EPA (établissement public administratif), en 2004 et n'a pas pu faire front face à tout ce qui en découle :

- fonctionnement pour moitié sur fonds propres, avec comme corollaire, la recherche de financements à tout prix. Avec une contrainte supplémentaire : le ministère a imposé, par pression, au conseil d'administration* le vote de la gratuité pendant 6 mois, en contradiction totale avec la nécessité de se financer soi-même ;
- fin de la mutualisation de fonctions transversales : le musée Guimet doit assumer seul les fonctions ressources humaines, gestion financière, organisation d'expositions, etc. mais avec un plafond d'emploi trop bas pour étoffer suffisamment les équipes.

A tout cela s'ajoute une succession de présidents qui n'ont pas doté l'établissement des outils nécessaires à une organisation du travail sereine, et ce malgré les alarmes répétées des représentants du personnel, à savoir : organigramme actuel, fiches de postes, règlement intérieur, Document Unique des Risques Professionnels mis à jour, bilan d'action sociale, etc.

On arrive ainsi à une situation extrêmement dégradée avec des personnels à bout de souffle.

Et le ministre précédent, en guise de cadeau d'adieu, n'a rien trouvé de mieux que d'ajouter la gestion d'un site (musée d'Ennery, ré-ouvert au public, mais sans effectifs supplémentaires) et de mettre à la tête du musée un président au comportement tellement irrespectueux et hors limites qu'une inspection administrative est diligentée par le ministère en ce moment ! Un président, qui par ailleurs, n'a pas été capable de régler les dysfonctionnements de l'EPA, dont il ne s'était pas « rendu compte » comme il l'écrit dans une récente, mais trop tardive, note adressée aux personnels !

Le président du Musée Guimet doit répondre de son comportement vis-à-vis des personnels, sans prétexter les problèmes déjà existants pour se dédouaner de sa responsabilité personnelle.

Le ministère, tutelle de l'établissement, doit répondre de sa responsabilité vis-à-vis de l'établissement et de ses personnels, dans une situation très critique, pour leur assurer un avenir.

26/10/2012

* Seul le représentant SUD Culture Solidaires au CA et le président de la Société des Amis du Musée Guimet ont voté obstinément contre, malgré les pressions de l'époque.